

Les Russes préfèrent l'Arménie : OTC

L'Arménie est l'une des principales destinations de vacances des Russes durant les fêtes du Nouvel An



La demande de billets d'avion vers l'Indonésie pour les prochaines vacances du Nouvel An parmi les Russes a augmenté de 75 % par rapport à 2023 et vers la Chine de 58 %. Selon l'agence TASS, le service d'achat de billets d'avion « *Aviasales* » a été mentionné dans les résultats de l'étude.

Lors de ces vacances du Nouvel An, par rapport à l'année dernière, la part des réservations est allée à l'Indonésie (+75 %), à la Chine (+58 %), à l'Ouzbékistan (+26 %), à la Géorgie (+23 %), à la Thaïlande (+19 %). %, et c'est surtout vers les Émirats arabes unis qu'a augmenté (+18 %), ont noté les experts.



La part des vacanciers à l'étranger pendant les vacances du Nouvel An a augmenté de 4 points de pourcentage et s'élève à 29 %. La plupart des réservations ont été effectuées en Thaïlande (11 % de tous les achats de billets

d'avion pour les vacances du Nouvel An), en Ouzbékistan (10 %). Turquie (8%) et Arménie (7%). Les Russes prévoient également de se rendre aux Émirats arabes unis, au Kazakhstan, en Biélorussie (6 % chacun) et en Géorgie (5 %), suivis de l'Indonésie et de la Chine (4 % chacun).

Selon l'enquête, 10 jours en moyenne sont réservés pour les vacances, tandis que les vacanciers en Thaïlande et en Indonésie prévoient de rester 17 jours. Par ailleurs, 12 % des billets d'avion sont destinés à des passagers accompagnés d'enfants. Les destinations les plus adaptées aux familles étaient les Émirats arabes unis, la Thaïlande et le Vietnam. Une personne sur cinq y voyagera avec des enfants.

Krikor Amirzayan

NAM (Nouvelles d'Arménie)

26 décembre 2024

N. Pachinian ne participe pas au sommet de l'ex-Union soviétique

En raison des résultats positifs de son test de dépistage du coronavirus, le Premier ministre Nikol Pachinian ne s'est pas rendu à Saint-Pétersbourg mercredi 25 décembre pour assister aux réunions des dirigeants de la Russie et d'autres anciennes républiques soviétiques.

Plus tard dans la journée, le président russe Vladimir Poutine a accueilli à l'extérieur de la ville une réunion informelle annuelle des dirigeants de la Communauté des États indépendants (CEI). Cette réunion est suivie, jeudi 26

décembre, d'un sommet de l'Union économique eurasienne (UEE), un bloc commercial dirigé par la Russie et comprenant moins d'États de l'ex-Union soviétique.

N. Pachinian a déclaré sur Facebook, tôt dans la matinée, qu'il avait été testé positif au COVID-19 lundi et qu'il avait travaillé à distance les jours suivants. « Le résultat de mon test du 25 décembre est négatif et je reprends mon programme de travail normal, a-t-il écrit. Toutefois, après avoir consulté mes collègues, je ne participerai pas au sommet informel des dirigeants de la CEI qui se tiendra aujourd'hui à Saint-Pétersbourg. »

Dans un autre message posté quelques heures plus tard, il a indiqué qu'il avait effectué un nouveau test et que celui-ci s'était révélé positif. « Je travaillerai avec certaines restrictions jusqu'à ce que je me rétablisse », a-t-il déclaré.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a annoncé que N. Pachinian ne viendrait pas dans la ville russe et qu'il assisterait au sommet de l'UE d'aujourd'hui par liaison vidéo. Le Premier ministre arménien n'avait pas confirmé cette information à 22 heures, heure locale.

Certains commentateurs arméniens ont rejeté l'explication officielle de l'absence de N. Pachinian, estimant qu'il s'agissait d'une excuse pour un nouveau boycott des sommets de l'ex-Union soviétique, reflétant les relations tendues d'Erevan avec Moscou. Hayk Konjorian, le leader parlementaire du parti au pouvoir, le Contrat civil, a démenti ces affirmations.

L'attaché de presse de N. Pachinian, Nazeli Baghdasarian, a déclaré au service arménien de RFE/RL qu'il effectuait des tests de dépistage du coronavirus « lorsque le pays hôte dispose d'un protocole ou d'une procédure correspondante ». Nazeli Baghdasarian n'a pas dit explicitement si les derniers tests rapportés par le Premier ministre avaient été demandés par les Russes.

Selon le ministère arménien de la santé, seuls 29 cas de coronavirus ont été enregistrés dans le pays au cours des deux dernières semaines.

Le prochain sommet de l'UEE se tiendra à Saint-Pétersbourg plutôt qu'à Erevan, malgré la présidence tournante de l'Union assurée par l'Arménie pendant un an. N. Pachinian a déclaré au début du mois qu'il n'accueillerait pas le sommet parce que tous les dirigeants des États membres de l'UEE ne sont pas les bienvenus en Arménie. Il n'a pas été précisé s'il faisait référence à V. Poutine ou au président biélorusse Alexandre Loukachenko.

N. Pachinian n'a pas participé aux réunions similaires de l'UEE et de la CEI qui se sont tenues au Kirghizstan en octobre 2023. Il a ensuite boycotté un sommet de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) avant d'annoncer la

suspension effective de l'adhésion de l'Arménie à l'alliance militaire dirigée par la Russie. Jusqu'à présent, Erevan s'est bien gardé de prendre ses distances avec l'UEE, conscient de la forte dépendance de l'économie arménienne à l'égard du vaste marché russe et du gaz naturel relativement bon marché.

« L'Arménie reste un membre très important de l'UEE et de la CEI , a déclaré M. Peskov aux journalistes russes mercredi. L'Arménie et le peuple arménien tirent de nombreux avantages de cette participation.»

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

NAM (Nouvelles d'Arménie)

27 décembre 2024

Les dirigeants arménien et biélorusse s'affrontent lors du sommet de l'Union eurasienne

Le Premier ministre Nikol Pashinian a échangé des propos virulents avec le président biélorusse Alexandre Loukachenko jeudi, alors qu'il participait à un sommet de l'Union économique eurasienne (UEE) en Russie, par liaison vidéo depuis Erevan.

Mercredi, M. Pashinian a annulé le voyage qu'il devait effectuer à Saint-Pétersbourg, déclarant qu'il avait été testé positif au coronavirus. L'explication officielle a été remise en question par certains de ses détracteurs nationaux, qui ont lié cette décision aux relations tendues du gouvernement arménien avec la Russie.

Le président russe Vladimir Poutine ne s'est pas enquis de l'état de santé de M. Pashinian et ne l'a pas mentionné lorsqu'il a ouvert le sommet qui s'est tenu à l'extérieur de la deuxième plus grande ville de Russie. Dans le même temps, M. Lukashenko a ironisé sur l'absence physique de M. Pashinian lors de la réunion au cours de laquelle son pays a succédé à l'Arménie à la présidence tournante de

l'UEE.

« Nous savons que non seulement vous vous êtes rasé la barbe, mais que vous avez également été un peu malade », a-t-il déclaré. « C'est pourquoi nous vous percevons comme un nouveau membre, jeune, du moins en apparence, de notre Union.

M. Pashinian a répondu qu'il n'assisterait pas physiquement au prochain sommet de l'UE à Minsk, conformément à sa déclaration antérieure selon laquelle ni lui ni d'autres responsables arméniens ne se rendraient en Biélorussie tant que M. Lukashenko resterait au pouvoir.

« Quel est le problème ? a déclaré l'homme fort du Belarus. « Minsk est trop loin ou vous n'avez personne pour vous emmener ? Nous organiserons le transport de votre délégation si nécessaire ».

« Peut-être qu'il n'y aura pas de téléviseurs pour que vous puissiez parler par liaison vidéo », a-t-il ajouté, dans une autre raillerie à l'encontre du dirigeant arménien.

« Pas de problème... Je comprends que vous puissiez avoir des problèmes avec les téléviseurs », a répondu M. Pashinian.

Les tensions de longue date entre l'Arménie et le Belarus se sont encore accrues après que M. Loukachenko a fait de nouvelles déclarations pro-azerbaïdjanaises lors d'une visite en Azerbaïdjan en mai de cette année. Il y a déclaré qu'il était non seulement au courant des plans de Bakou visant à reconquérir le Haut-Karabakh par la force, mais qu'il les avait également approuvés lors de ses rencontres avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev avant la guerre de 2020. Erevan a rappelé son ambassadeur de Minsk en juin.

Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, a ravivé les tensions en août en dénonçant les dirigeants politiques arméniens qui cherchent à se rapprocher de l'Occident. Moscou s'est également montré très critique à l'égard de l'orientation pro-occidentale de la politique étrangère arménienne.

Dans le cadre de ce changement de politique, M. Pashinian a gelé au début de l'année l'adhésion de l'Arménie à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), dirigée par la Russie. Jusqu'à présent, il n'a pas menacé de quitter l'UEE, conscient de la forte dépendance de l'économie arménienne à l'égard du vaste marché russe et du gaz naturel relativement bon marché.

Néanmoins, M. Pashinian a refusé d'accueillir les sommets de l'UE au cours de l'année où l'Arménie a présidé le bloc commercial. Il a déclaré au début du mois que tous les dirigeants des États membres de l'UE n'étaient pas les bienvenus dans son pays. Il n'a pas été précisé s'il faisait référence à Poutine ou à

Loukachenko.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

NAM (Nouvelles d'Arménie)

27 décembre 2024

L'ex-président Ter Pétrossian répond à Pachinian

Unanimes pour exprimer leur indignation après les récentes déclarations du premier ministre arménien Nikol Pachinian qui affirmait que le processus de négociations internationales en vue du règlement du conflit arméno-azéri autour du Haut-Karabakh sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE aurait prévu, dès 1994, le retour du territoire arménien rebelle sous l'autorité de l'Azerbaïdjan, les trois ex-présidents arméniens qui avaient pris une part active à ces négociations ont chacun de leur côté, dénoncé les propos selon eux mensongers de l'actuel leader arménien qui aurait pour seule préoccupation de chercher à esquiver sa responsabilité dans les défaites de l'Arménie et dans la perte du Karabakh, pour en rejeter la faute sur ses prédécesseurs.

Face à ce chœur de condamnations, Pachinian a appelé les principaux intéressés à en débattre publiquement avec lui, invitation qu'ils ont déclinée en renvoyant le premier ministre à l'historique des négociations et aux engagements des médiateurs internationaux, les coprésidents américain, russe et français du Groupe de Minsk. Pachinian a interprété quant à lui ce refus comme un aveu de faiblesse de ses prédécesseurs qui, en renonçant au débat, lui donneraient raison et se verraient du même coup désavoués par l'opinion. Des arguments qui lui

vaudront le sarcasme des anciens dirigeants, dont le premier président arménien Levon Ter-Petrossian, dont Pachinian fut le loyal partisan et l'allié jusqu'en 2012 avant de prendre progressivement ses distances avec son ancien mentor qui affiche depuis quelques années une ferme opposition à sa politique.

Ter-Pétrossian a accusé Pachinian une fois encore d'être le responsable de la perte du Nagorno-Karabakh en réponse aux allégations du premier ministre relatives aux politiques menées par les anciens gouvernements arméniens sur le conflit avec l'Azerbaïdjan. Pachinian avait affirmé lundi 23 décembre que tous les plans de paix élaborés par les médiateurs internationaux depuis 1994 étudiés et validés par ses prédécesseurs visaient à "un retour du Nagorno-Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan". Il avait précisé que sa "grande erreur" avait été de ne pas le faire clairement comprendre aux Arméniens après son accession au pouvoir en 2018. Les bureaux de Ter-Petrossian et des deux autres ex-présidents, Robert Kotcharian et Serge Sarkissian, avaient d'une seule voix dénoncé les efforts continus de Pachinian pour procéder à une distorsion de l'histoire du processus de négociations arméno-azéri qui des décennies durant a été arbitré par les Etats-unis, la Russie et la France. Ils avaient souligné qu'il cherchait une fois de plus à s'absoudre de la de la guerre du Karabakh de 2020 contre l'Azerbaïdjan qui reprenait trois ans plus tard le contrôle total de la région en la vidant de ses habitants arméniens pour en rejeter la faute sur ses prédécesseurs. Pachinian avait répondu en mettant au défi les trois ex-présidents de participer à un débat télévisé sur la question... proposition qu'ils ne prendront pas au sérieux.

"De quoi devrais-je débattre avec vous quand le sujet du débat, l'Artsakh arménien depuis deux millénaires, n'existe plus du fait de votre aventurisme et vous n'avez d'autre choix que de faire des efforts désespérés pour détourner l'attention de notre peuple de cette amère réalité?", a déclaré Ter-Petrossian, en apostrophant Pachinian dans une déclaration diffusée dans la soirée de mercredi 25 décembre. "Faites autant de bruit que vous voulez. Cette réalité est déjà un fait historique qui ne peut plus être effacé", a-t-il ajouté. Ter-Petrossian a de son côté mis au défi Pachinian de publier tous les plans de paix préparés par les coprésidents américain, russe et français du Groupe de Minsk de l'OSCE, accompagnés des réponses officielles de Erevan. "Ce serait alors un réel débat basé sur des faits. Et si vous ne le faites pas, vous prouverez une fois encore que vous vous détournez de la vérité et que vous vous préoccupez surtout d'esquiver peureusement la responsabilité historique", a ajouté l'ex-président âgé de 79 ans

qui conduisit l'Arménie à l'indépendance en 1991.

Ni Pachinian ni son service de presse n'avaient répondu dans la soirée de jeudi à la charge de Ter-Petrossian. Le premier ministre a fait face à des attaques similaires d'autres responsables de l'opposition ou de personnalités publiques. Le plupart des propositions de paix pour le Karabakh étaient fondées sur les Principes dits de Madrid avancés par les puissances médiatrices à partir de 2007. Ce cadre de règlement, régulièrement modifié dans la décennie suivante, prévoyait le droit à l'autodétermination des Arméniens du Karabakh tout en appelant à leur retrait des districts azerbaïdjanais limitrophes du Karabakh qu'ils occupaient depuis le début des années 1990, un statut du Karabakh devant être internationalement reconnu au terme d'un futur référendum. "Nikol ment quand il dit que la diplomatie arménienne aurait discuté de l'intégration du Nagorno-Karabakh dans l'Azerbaïdjan, a indiqué de son côté Levon Zurabian, le vice-président du Parti Congrès national arménien de Ter-Petrossian en ajoutant : "Au contraire, la diplomatie arménienne n'a parlé que de ne pas incorporer le Nagorno-Karabakh à l'Azerbaïdjan". "Si ce que dit Nikol Pachinian était vrai, le conflit aurait pris fin déjà en 1992", a souligné Zurabian, interrogé jeudi par le Service arménien de RFE/RL.

Vartan Oskanian, qui fut ministre des affaires étrangères sous le mandat de Kotcharian de 1998 à 2008, a de la même manière accusé Pachinian de mentir au sujet des plans de paix des trois puissances médiatrices. "Je peux prouver à notre peuple qu'il ment, qu'il les a déçus et qu'il fait tout cela pour s'absoudre de ses péchés et justifier ses fautes" a déclaré Oskanian dans la soirée de mardi. Il a mis au défi Pachinian de débattre avec lui à la place des ex-présidents. Le premier ministre n'a pas répondu à cette proposition. Les leaders de l'opposition arménienne affirmant que Pachinian avait rendu la guerre de 2020 inévitable en rejetant la dernière version des Principes de Madrid présentée en 2019. En 2021, Serge Sarkissian a rendu public un document audio secrètement enregistré de la rencontre de 2019 au cours de laquelle Pachinian avait déclaré qu'il était prêt à "jouer le fou ou paraître fou" à seule fin d'empêcher un tel règlement. L'opposition le rend aussi responsable de la défaite de l'Arménie dans la guerre de six semaines l'opposant en 2020 à l'Azerbaïdjan ainsi que de la reconquête par celui-ci du Karabakh arménien fin septembre 2023. Pachinian n'a cessé quant à lui d'en rendre responsables les ex-présidents Sarkissian et Kotcharian.

NAM (Nouvelles d'Arménie)

27 décembre 2024

Cette année encore, la chaîne publique arménienne ne transmettra pas les voeux du catholicos

Traditionnellement, le message adressé en fin d'année par le catholicos aux fidèles de l'Eglise apostolique et autocéphale arménienne, qui regroupe l'écrasante majorité de la population de l'Arménie, est censé exalter l'unité et la solidarité de la nation, appelée à célébrer le passage dans la nouvelle année dans la paix et la concorde, a fortiori en ces temps troublés et incertains, qui font planer sur un pays meurtri par la défaite de l'automne 2020 face à l'Azerbaïdjan et la perte du Karabakh arménien en octobre 2023, le menace d'une nouvelle agression de l'armée azérie. Mais ce message va être, cette année encore, brouillé par le grave différend opposant le pouvoir politique en place à Erevan et le Saint Siège d'Etchmiadzine, qui a ouvertement rendu le gouvernement de Nikol Pachinian responsable des tragédies subies par le peuple arménien.

Comme en décembre 2023, ce différend lancinant est exacerbé par la question de la diffusion télévisée des vœux du Catholicos Karekine II, qui en revendique la primeur sur la chaîne publique arménienne. Mais une fois encore, le media contrôlé par le gouvernement a adressé une fin de non recevoir à la demande du chef de l'Eglise arménienne, qui a donc choisi, jeudi 26 décembre, de ne pas adresser son message à la nation pour le nouvel an sur les ondes de la télévision publique, plutôt que de devoir succéder à celui qu'adressera le premier ministre Nikol Pachinian. La tradition voulait que le catholicos adresse le premier ses vœux, peu avant minuit le 31 décembre, suivis de ceux des leaders politiques du

pays. C'est dans cet ordre que Karékine II comme ses deux prédécesseurs, et les présidents ou premier ministre dirigeant la République, s'étaient livrés à cet exercice médiatique annuel depuis 1990. Mais la Télévision publique arménienne avait rompu avec cette tradition post-soviétique le 31 décembre 2023, sur fond de tensions accrues entre Pachinian et le chef suprême de l'Eglise arménienne.

Le Saint Siège d'Etchmiadzine avait refusé une solution de compromis proposée à la dernière minute par la chaîne publique qui lui concédait un créneau horaire accordant la priorité au message du catholicos mais dans le cadre du journal télévisé, soit bien avant le basculement crucial dans la nouvelle année, qui était de fait marqué par le message de Pachinian. Le service de presse du Saint-Siège a indiqué que la direction de la chaîne avait décidé de diffuser le message catholicossal à 21h55, sans même le consulter. "La direction de la télévision publique continue à passer outre une tradition de plusieurs décennies concernant la diffusion du message du Catholicos de tous les Arméniens pour la nouvelle année, en négligeant la position du Saint Siège comme les demandes et attentes des fidèles de l'Eglise arménienne en Arménie et dans le monde", indique notamment le service de presse du Saint Siège dans un communiqué. Dans ces circonstances, poursuit le communiqué, le Saint Siège "ne considère pas opportun de diffuser le message sur la Télévision publique". Il sera diffusé par d'autres chaînes "au moment voulu par la tradition les précédentes années", ajoute le communiqué.

Contactée par le Service arménien de RFE/RL, la chaîne dirigée par des partisans du premier ministre Nikol Pachinian ont fait savoir qu'en l'absence de toute contrainte juridique ou légale, les chaînes arméniennes sont libres de décider de la programmation des messages de nouvel an. Mais elle n'a pas précisé pourquoi elle avait décidé de ne pas respecter la tradition et si un tel choix avait à voir avec les tensions entre le gouvernement et l'Eglise. La décision prise par la chaîne publique en décembre 2023 avait suscité une ferme condamnation de nombreuses personnalités de l'opposition ou de la vie publique, qui affirmaient que l'ordre en ce sens viendrait de Pachinian. Les relations de Pachinian avec cette Eglise qui figure au nombre des plus anciennes de la chrétienté et qui jouit du respect si ce n'est toujours de la dévotion d'une grande majorité de la population arménienne, qui lui est fidèle, n'ont cessé de se détériorer ces dernières années et plus particulièrement depuis la guerre de 2020 au Nagorno-Karabakh. Karekine II et d'autres hauts responsables du clergé ont joint leurs voix à celles de l'opposition

arménienne qui appelait à la démission de Pachinian après la défaite de l'Arménie dans la guerre de 44 jours.

Le premier ministre a riposté en les accusant d'ingérence dans la vie politique. L'un des membres du clergé, et non des moindres, puisqu'il dirige le diocèse de la province septentrionale du Tavoush, l'archevêque Bagrat Galstanian, avait conduit les manifestations anti-gouvernementales en mai et juin derniers après les cessions territoriales controversées, par Pachinian, de quatre localités du Tavoush à l'Azerbaïdjan. Le Conseil spirituel suprême de l'Eglise arménienne avait exprimé son soutien à Galstanian et à ses partisans le 7 mai, alors qu'ils entamaient leur longue marche depuis le Tavoush jusqu'à Erevan pour réclamer le départ de Pachinian. Celui-ci avait alors dénoncé l'Eglise en la menaçant de lui imposer de nouvelles taxes.

Plus tard en mai, la police avait tenté de bloquer le passage du Catholicos Karékine alors qu'il se rendait, avec de hauts responsables du clergé, au mémorial militaire de Sardarapat pour y commémorer l'anniversaire de la Première République d'Arménie, juste avant une cérémonie officielle présidée par Pachinian dont la tenue avait été différée. Le Catholicos et les autres ecclésiastiques qui l'accompagnaient avaient dû forcer les cordons de police pour pouvoir déposer leurs gerbes de fleurs au pied du mémorial. Malgré ces tensions sans précédent, Pachinian et les membres de son équipe politique avaient accepté l'invitation de Karékine à assister à la messe du 29 septembre qu'il officiait sous la coupole de la cathédrale d'Etchmiadzine pour marquer sa restauration. Mais il ne fallait pas y voir le signe de quelque décrispation dans les relations entre le pouvoir politique et l'Eglise. Celle-ci n'avait d'ailleurs pas tardé pour souligner que Karékine n'avait pas infléchi sa position critique à l'encontre des autorités séculières du pays, qui le feront aussi clairement comprendre, de leur côté, en cette fin d'année...

NAM (Nouvelles d'Arménie)

27 décembre 2024

Depuis 2020, plus de 60 vols officiels ont été opérés de Yerevan à Bakou et vice versa

Au cours des cinq dernières années, 66 vols ont été effectués depuis Yerevan en direction de Bakou et vice versa, a indiqué le ministère de l'Administration territoriale et des Infrastructures, information rapportée par « Sputnik Armenia ».

« Au cours des cinq dernières années, à partir de 2020, 66 vols d'État ont été effectués de Yerevan à Bakou et vice versa dans le but de transporter des délégations internationales », a notamment expliqué le ministère arménien de l'Administration territoriale et des Infrastructures.

De plus, les avions pour les vols Yerevan-Bakou-Yerevan suivent deux itinéraires.

Le 11 décembre dernier, nous apprenions qu'un vol charter avait été effectué de Yerevan à Bakou, commandé par une compagnie internationale. Le ministère a déclaré que ce vol n'était pas le premier.

NAM (Nouvelles d'Arménie)

27 décembre 2024

Les scientifiques ont confirmé que les Grecs et les Arméniens ont des

ancêtres communs

Aujourd'hui, 40 % de la population mondiale parle des langues indo-européennes, mais l'histoire ancienne des peuples qui les parlaient est encore mal comprise. Leur évolution ultérieure fait l'objet d'un débat très animé parmi les scientifiques et découvrir des choses intéressantes.

Un groupe international de généticiens a étudié le génome de 314 personnes vivant entre 3200 à 100 avant JC dans la Méditerranée et les régions voisines, puis comparé les résultats aux génomes humains modernes de différentes parties du monde. En outre, 224 restes squelettiques anciens ont également été examinés pour les rapports isotopiques du strontium. Grâce à eux, on peut savoir si la personne est décédée dans son lieu de naissance ou si elle était un migrant.

Les nouvelles données ont montré l'exactitude d'un certain nombre d'hypothèses existantes sur les débuts de l'histoire des Indo-Européens et l'inexactitude des versions concurrentes. En particulier, il a été constaté que les ancêtres des Italiens et des Celtes constituaient un seul groupe, ainsi que les ancêtres des Grecs et des Arméniens. Le texte de l'article avec ses conclusions est publié sur le site [bioRxiv.org](https://www.biorxiv.org).

Les généticiens ont montré que les peuples indo-européens de la Méditerranée et des régions environnantes ont deux groupes d'ancêtres distincts. Les populations indigènes (blanches) d'Italie, d'Espagne et de France descendent de la culture Bell Baker (2800-1900 avant JC), rapporte Naked Science. Ses ancêtres étaient également des gens des steppes, mais ils sont arrivés en Europe occidentale 2800 ans avant J.-C.

Mais les anciens Grecs et Arméniens descendent de la deuxième vague de migration indo-européenne des steppes eurasiennes, la culture Yamnaya (3300-2600 av. J.-C.). A la fin du IIIe millénaire. Depuis, ils y vivent sans entreprendre une longue migration. Les Grecs, étant génétiquement plus proches des anciens Arméniens que des autres peuples indo-européens, ont achevé leur migration vers le territoire de la Grèce moderne un peu plus tard, vers les années 1800-1700 avant J.-C.

En outre, la population de la côte sud-est de l'Adriatique de l'Italie ancienne est presque identique aux Grecs mycéniens de la côte égéenne, atteignant apparemment la périphérie de l'Italie par voie maritime au IIe millénaire avant JC.

La nouvelle image a considérablement élargi notre connaissance des premiers Indo-Européens. Bien que le linguiste danois Holger Pedersen ait découvert en 1924 que la langue arménienne est la langue la plus proche du grec ancien, ses conclusions ont été constamment contestées jusqu'à aujourd'hui. Il s'avère maintenant que Pedersen avait raison : la population de Transcaucasie (Sud-Caucase), est le plus proche parent des anciens Grecs. Jusqu'à présent, toute affirmation claire sur le lien étroit entre cette région et la Grèce mycénienne se trouvait davantage dans le mythe grec antique des Argonautes que dans la littérature scientifique.

Krikor Amirzayan

RUSSIE

NAM (Nouvelles d'Arménie)

27 décembre 2024

La Russie va-t-elle présenter des excuses à l'Azerbaïdjan ? Quand la politique dépasse la tragédie humaine

Euronews, citant des sources gouvernementales azerbaïdjanaises, rapporte qu'un incident dramatique s'est produit le 25 décembre. Un avion de la compagnie Azerbaijan Airlines, effectuant un vol entre Bakou et Grozny, aurait été touché par un missile de défense aérienne russe visant un drone ukrainien. Selon ces sources, le missile aurait explosé près de l'appareil en plein vol, projetant des fragments sur les passagers et l'équipage.

Le vol 8432 s'est finalement écrasé près de la ville kazakhe d'Aktau, avant de pouvoir atteindre l'aéroport. Selon des informations relayées par des sources azerbaïdjanaises, l'avion aurait été refusé d'atterrissage dans un aéroport russe et aurait été dirigé vers la mer Caspienne. Une question reste en suspens : pourquoi l'avion n'a-t-il pas fait demi-tour vers l'Azerbaïdjan ?

Une version contestée, mais troublante

L'affirmation selon laquelle l'avion aurait été endommagé par un missile russe ne provient pas uniquement d'Euronews. Quelques heures après la diffusion de cette théorie, des blogueurs militaires russes, souvent relayés sur les chaînes d'État, ont également mentionné cette possibilité. Parmi eux, Yuri Podolyaka, habitué des analyses sur les tensions en Azerbaïdjan et sur le front ukrainien, a contribué à amplifier cette hypothèse. Naturellement, cette version a été rapidement reprise par les responsables ukrainiens, y voyant une opportunité d'attaquer Moscou sur sa négligence.

Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a réagi en appelant à la prudence et en déclarant qu'il était prématuré de formuler des « hypothèses » avant les résultats de l'enquête. Une mise en garde qui pourrait viser à la fois l'Azerbaïdjan et ses efforts pour diffuser cette version dans la presse internationale, bien que Bakou n'ait pas encore publié de déclaration officielle.

Un échiquier politique plus vaste que la tragédie

La véritable question est de savoir comment cet événement sera utilisé sur l'échiquier diplomatique. Moscou présentera-t-elle des excuses à l'Azerbaïdjan, accompagnées de promesses de compensation ? Ce ne serait pas une première. En 2020, Ilham Aliyev avait lui-même présenté des excuses à la Russie pour la destruction d'un hélicoptère militaire russe au-dessus du territoire arménien. Plus récemment, en septembre 2023, Bakou a de nouveau dû s'excuser pour la mort de cinq membres du contingent russe de maintien de la paix en Artsakh.

Cet incident tragique pourrait être instrumentalisé par Bakou pour équilibrer les relations avec Moscou et réduire les « dettes » mutuelles. La mort des quarante passagers, bien que dévastatrice sur le plan humain, semble déjà devenir une monnaie d'échange dans un jeu de pouvoir qui dépasse les émotions. Malheureusement, la grande politique ne laisse souvent qu'un mince espace à la compassion.

Hakob Badalyan

NAM (Nouvelles d'Arménie)

26 décembre 2024

Le mandat des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE sur le règlement du conflit du Karabakh n'est plus pertinent, selon Maria Zakharova

Toutes les structures de la Conférence de Minsk de l'OSCE, c'est-à-dire le Groupe de Minsk et le Groupe de planification de haut niveau (HLPG), devraient être

dissoutes, a déclaré le 25 décembre la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

« Le mandat des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE sur le règlement du Haut-Karabakh approuvé par l'OSCE a perdu sa pertinence. Et tout a commencé avec le blocage du travail de ce format par l'Occident, puis il y a eu des changements sur le terrain », a déclaré Mme Zakharova lors d'un point de presse, en réponse à une question sur une récente déclaration du président azerbaïdjanais selon laquelle le groupe de Minsk de l'OSCE devrait être dissous. Selon elle, la partie russe estime que « la meilleure façon de prendre des décisions appropriées à cet égard est une proposition conjointe de Bakou et d'Erevan de liquider les institutions concernées ».

Mme Zakharova a indiqué que les coprésidents américain et français du groupe de Minsk ont cessé de communiquer avec leur collègue russe en février 2022, et ce de manière proactive.

« La communication a cessé avec la reconnaissance par l'Arménie du Haut-Karabakh comme partie intégrante de l'Azerbaïdjan à la suite du sommet Arménie-Azerbaïdjan-UE-France du 6 octobre 2022 à Prague et du changement radical de la situation sur le terrain en septembre 2023 », a déclaré Mme Zakharova.

Plus tôt, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a qualifié de « constructive » l'idée de dissoudre le groupe de Minsk de l'OSCE, exprimée à plusieurs reprises par le dirigeant azerbaïdjanais.

S'il n'y a pas de conflit, quel est l'intérêt d'avoir un format traitant de la résolution des conflits ? », a déclaré M. Pachinian, ajoutant que la partie arménienne voulait s'assurer que Bakou n'avait pas de revendications territoriales contre l'Arménie.

EUROPE - FRANCE

Nor Haratch

18 décembre 2024

La première réunion du Collectif Arménie-Diaspora

Les relations entre l'Arménie et la diaspora n'ont pas encore atteint un développement satisfaisant. Avec Hasmik Tolmajian, ex-ambassadrice d'Arménie, les relations diplomatiques entre la France et l'Arménie avaient atteint un niveau élevé. Et le dialogue politique a aussi concerné les collectivités locales. Il faut rappeler qu'à l'inverse des relations officielles un certain nombre d'organisations de la communauté franco-arménienne ont des relations tendues avec les autorités d'Arménie. Aussi les relations entre la diaspora franco-arménienne et l'État arménien sont restées limitées aux seules initiatives individuelles et à certaines associations caritatives.

Les relations entre les coprésidents du CCAF et le Haut-Commissariat à la diaspora (HCD) sont particulièrement tendues. En septembre dernier, la deuxième rencontre Arménie - Diaspora, organisée sous l'appellation de « Sommet arménien mondial » par le Haut-Commissaire à la diaspora, Zareh Sinanian, a rassemblé environ un millier de personnes d'horizons différents. Les coprésidents du CCAF étaient absents de la réunion. La participation des Franco-Arméniens a été de 120 personnes environ, soit deux fois plus importante que lors de la rencontre du premier Sommet, en 2022. C'était la participation la plus importante en termes de pourcentage représentant, selon l'évaluation du HCD, la communauté la mieux organisée. Et cette communauté a été la seule parmi toutes pour laquelle une rencontre avec le Haut-Commissaire de la Diaspora était prévue dans le programme général.

Avant le sommet, plusieurs réunions en ligne ont eu lieu, à l'initiative du maire adjoint de Vienne, Levon Sakunts, afin d'échanger et de développer divers projets de coopération. Lors du sommet, il a été décidé d'organiser une réunion intermédiaire France-Arménie dans un format plus restreint afin de discuter des propositions des Arméniens de France et des pays européens francophones.

Et justement, le 14 décembre, profitant du retour du HCD Zareh Sinanian d'une visite aux États-Unis, le Collectif France-Arménie, nouvellement constitué, et animé par Lévon Sakounts, a initié, à l'Hôtel Warwick Paris, une réunion dont le but principal était de discuter des résultats du 2e sommet mondial arménien et de jeter les bases de cette nouvelle plateforme de coopération avec le Haut-commissaire.

Une quarantaine de personnes ont participé à cette réunion. Le sociologue Alain Navarra-Navassartian, en tant qu'invité principal, a fait des observations préliminaires sur le rôle et l'importance des diasporas afin de créer une base de discussion avec Zareh Sinanian. La première observation concernait la transition du concept d'une Diaspora unique vers des Diasporas multiples nécessitant de développer des tactiques et des stratégies différenciées sur le terrain. Deuxièmement, il a évoqué les conséquences graves du manque de politique culturelle au sein la diaspora franco-arménienne, qui se traduit par la fragmentation de la communauté et l'absence d'un marqueur collectif d'identité. Il a souligné aussi le manque de dialogue et de communication au sein des diasporas et l'absence de plans à long terme, ce qui privilégie les actions philanthropiques, et limite les plans stratégiques. Sur ce point, la remarque s'adresse surtout au gouvernement arménien quant aux perspectives qu'il a pour la mise en œuvre des plans à long terme.

Les questions soulevées par les participants étaient aussi nombreuses que précises, ce qui permet de conclure deux choses : la première est qu'il est nécessaire de revoir les relations entre l'Arménie et la diaspora, par l'instauration d'un dialogue ouvert, pour lequel la recherche de nouveaux formats s'impose. Le nombre de participants importe peu, l'essentiel étant la qualité du dialogue, de l'écoute et la mise en œuvre de projets concertés. Et enfin, les Sommets mondiaux arméniens s'adressant aux particuliers et privilégiant les initiatives individuelles, ignorent complètement les organisations établies, ce qui vient accentuer l'une des caractéristiques des Diasporas arméniennes qui est la faiblesse organisationnelle. En fin de compte, cette réunion parisienne fut un bel exemple d'échange et d'écoute.

J. Tch. ■

Éditorial

[La première réunion du Collectif Arménie-Diaspora](#)

18/12/2024

[Vidéo](#)

NAM (Nouvelles d'Arménie)

27 décembre 2024

Le récit de ce qu'on appelle l'Azerbaïdjan occidental est inquiétant et pourrait servir de prétexte à une guerre, avertit un législateur suédois.

Le récit de ce que l'on appelle l'Azerbaïdjan occidental et qui vise l'Arménie pourrait servir de prétexte à une guerre, a averti le député suédois Erik Hellsborn.

Dans une interview accordée à Armenpress, M. Hellsborn a évoqué le discours de Bakou sur la soi-disant communauté de l'Azerbaïdjan occidental, le mécontentement du gouvernement azéri concernant les acquisitions d'armes par l'Arménie, ainsi que la probabilité d'une escalade dans la région.

Bakou a mis en avant son soi-disant récit de l'Azerbaïdjan occidental pour tenter de justifier ses aspirations à l'égard des territoires arméniens souverains.

« La rhétorique de l'« Azerbaïdjan occidental » est inquiétante », a déclaré le député suédois. « Même si [le président de l'Azerbaïdjan] Aliyev affirme

aujourd'hui qu'il ne parle que du droit au retour des personnes déplacées, la situation était radicalement différente il n'y a pas si longtemps. L'idée que l'Arménie ou des parties de l'Arménie sont un « Azerbaïdjan occidental » pourrait servir de prétexte à une guerre à l'avenir.

A propos des plaintes de l'Azerbaïdjan concernant l'acquisition d'armes par l'Arménie, M. Hellsborn a déclaré que le renforcement des capacités défensives n'est pas en soi un acte d'agression et qu'une défense forte est un moyen de dissuasion.

« Cet argument de Bakou n'est pas nouveau et n'a pas plus de sens aujourd'hui qu'il y a 3 ou 5 ans. Renforcer ses capacités défensives n'est pas en soi un acte d'agression. Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, la Suède et de nombreux autres pays de l'OTAN ont réagi en augmentant leurs budgets militaires. Cela ne signifie pas que nous avons l'intention d'attaquer la Russie ou ses alliés. Une défense forte est un moyen de dissuasion qui peut empêcher les guerres de commencer. Une défense arménienne plus forte et dotée d'équipements plus modernes est bénéfique pour la paix, et non l'inverse », a déclaré M. Hellsborn.

À propos de la déclaration du Premier ministre arménien Nikol Pashinyan selon laquelle « si l'Azerbaïdjan n'a pas l'intention d'attaquer l'Arménie, la probabilité d'une escalade dans la région est nulle », le législateur suédois a exprimé l'espoir que les négociations aboutissent et qu'une paix longue et durable s'instaure.

Il a ajouté que l'idée même d'une invasion arménienne de l'Azerbaïdjan était « tout à fait absurde ».

« L'idée d'une invasion arménienne de l'Azerbaïdjan est bien sûr totalement absurde. En revanche, une invasion azerbaïdjanaise du territoire arménien ne l'est pas. Il faut espérer que les négociations aboutiront et qu'une paix durable s'installera. Mais compte tenu de l'histoire de l'Azerbaïdjan, personne ne peut reprocher à l'Arménie d'être prudente », a-t-il déclaré.

YEREVAN, 27 DECEMBRE, ARMENPRESS.

USA

NAM (Nouvelles d'Arménie)

26 décembre 2024

Trump 2.0 s'impliquera-t-il dans le Caucase du Sud ?

Kashvi Chaudhary est stagiaire en recherche à l'Observer Research Foundation. Vivek Mishra est directeur adjoint du programme d'études stratégiques de l'Observer Research Foundation. Ils ont publié cette analyse sur ORF le 24 décembre dernier.

Malgré l'isolationnisme proposé par Trump, la diminution de l'influence de la Russie et la montée en puissance de la Chine dans le Caucase du Sud et en Asie occidentale pourraient motiver un regain d'intérêt pour la région.

Il est facile de prédire que l'administration Trump 2.0 ne se concentrera pas sur le Caucase du Sud en raison d'un large consensus sur le fait qu'il est peu probable que Donald Trump se lance dans de nouveaux enchevêtrements géopolitiques sous sa présidence. Compte tenu de l'influence persistante de la Russie dans la région, l'ouverture d'un nouveau front dans l'arrière-cour de Moscou pourrait avoir un effet dissuasif, en particulier dans le contexte actuel de changement de l'ordre mondial. Toutefois, un examen plus approfondi de son équipe et de ses inclinations peut suggérer le contraire : Marco Rubio, le secrétaire d'État choisi par Trump, s'est prononcé contre le bilan du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev en matière de droits de l'homme et contre son autoritarisme. Par le passé, il a également coparrainé un projet de loi condamnant le blocus du Haut-Karabagh par Bakou.

En outre, l'issue de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les grandes

promesses de Trump en matière de politique étrangère pendant sa campagne pourraient maintenir les États-Unis attachés au Caucase. Plus important encore, une nouvelle administration Trump hériterait de certaines des priorités politiques de l'administration Biden, en particulier l'attention accrue portée par Biden à la région lors de l'escalade du conflit du Nagorno-Karabakh au cours de son mandat. Même si les politiques de la nouvelle administration Trump seront fortement marquées par l'isolationnisme, il pourrait être de plus en plus difficile pour Washington d'ignorer la géopolitique du Caucase du Sud, notamment en raison du rôle prépondérant de la Chine, de la Turquie et de l'Iran dans la région.

Dynamique régionale

En janvier 2024, la partie restante du Haut-Karabakh, bien qu'elle soit ethniquement et culturellement arménienne, a été officiellement intégrée à l'Azerbaïdjan. En conséquence, des milliers d'habitants ont fui vers l'Arménie. La population du Karabakh souhaite faire partie de l'Arménie depuis 1923. Alors que le plan de l'Azerbaïdjan visant à établir un contrôle total sur le Haut-Karabakh semble complet sur le papier, plusieurs accords de paix, négociations et débats en cours concernant la population déplacée du Karabakh restent en suspens. Des tensions persistent également au sujet du projet de « corridor de Zangezur », qui vise à relier la Turquie à l'Azerbaïdjan continental, ce qui soulève des questions régionales plus vastes. Ce différend a également attiré l'attention d'un grand nombre de pays, y compris des acteurs régionaux traditionnels et de nouveaux acteurs tels que l'Inde, la Chine et le Pakistan, qui cherchent tous à s'implanter géopolitiquement dans le Caucase en raison de leurs intérêts en matière de défense, de commerce et de dynamique de puissance stratégique.

Géopolitique du corridor de Zangezur

Le corridor de Zangezur, s'il était établi, isolerait géographiquement l'Arménie de l'Iran, un allié clé pour le pays dans ce conflit. L'Iran et l'Arménie sont liés par un contrat d'armement de 500 millions de dollars et partagent un partenariat énergétique essentiel : un oléoduc et un gazoduc de 140 kilomètres qui partent de l'Iran et arrivent à la frontière sud de l'Arménie. En échange de pétrole et de gaz, l'Arménie fournit de l'électricité à l'Iran. La création du Zangezur, en plus de couper l'Arménie de l'Iran, mettrait Erevan et Téhéran à la disposition de la Turquie et de l'Azerbaïdjan pour l'entretien de cet oléoduc. En outre, les deux pays seront probablement confrontés à des défis supplémentaires, car Téhéran est prêt à augmenter son approvisionnement en gaz vers Erevan. Par conséquent,

dans le scénario où le Zangezur est établi, les établissements conjoints Iran-Arménie risquent de devenir non viables.

Des complexités nuancées sont donc apparues en raison de l'implication croissante de l'Inde dans la région, notamment par le biais de ses partenariats avec l'Iran et l'Arménie, ainsi que des engagements de la Chine et du Pakistan, façonnés par leurs alliances avec l'Azerbaïdjan et la Turquie.

L'Iran et l'Arménie ont également construit, en partenariat, le barrage controversé de Khudafarin. Cette centrale hydroélectrique se trouve dans le district azerbaïdjanais de Jabrayil, situé en Arménie continentale. Bien qu'il soit peu probable que la construction potentielle de Zangezur ait un impact, l'achèvement de ce projet en mai 2020 a déclenché des protestations contre Téhéran et Erevan de la part des Azéris, contestant la légitimité de la propriété du barrage par les deux nations.

Avec l'influence décroissante de la Russie dans le Caucase et l'implication limitée de l'Amérique dans la région, plusieurs pays poursuivent leurs efforts pour établir un bastion dans la région. Des complexités nuancées sont donc apparues en raison de l'implication croissante de l'Inde dans la région, notamment par le biais de ses partenariats avec l'Iran et l'Arménie, ainsi que des engagements de la Chine et du Pakistan, façonnés par leurs alliances avec l'Azerbaïdjan et la Turquie. Plus important encore peut-être, la Chine est en train de devenir un acteur dominant en Europe de l'Est et dans le Caucase. Les données de la Banque mondiale révèlent qu'entre 2005 et 2020, le chiffre d'affaires du commerce chinois avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie a augmenté d'environ 2 070 %, 380 % et 1 885 %, respectivement. La Chine sert également de marché pour la quasi-totalité de l'approvisionnement en pétrole de l'Iran. La guerre en cours en Ukraine diminue le rôle de la Russie dans la région, ce qui accroît l'influence économique de la Chine de l'Asie occidentale au Caucase.

Évaluation des enjeux américains dans le Caucase

Lorsqu'en 2020, la guerre du Haut-Karabakh a atteint sa phase la plus agressive, les États-Unis, pourtant membres du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), sont restés remarquablement silencieux sur le conflit. L'ancien ambassadeur américain Carey Cavanaugh, qui a déjà participé aux efforts visant à résoudre le conflit du Karabakh, a déclaré que les États-Unis ne s'étaient pas « coordonnés » avec les autres membres du groupe de Minsk, la France et la Russie. Ce manque d'engagement a mis en évidence le désintérêt économique et stratégique de l'administration Trump 1.0 pour le

Caucase. Trump et Pompeo ont continué à se limiter à encourager un cessez-le-feu, une position largement reflétée par l'administration Biden par la suite.

Depuis septembre 2024, la situation géopolitique dans le Caucase du Sud a considérablement évolué. Alors que la Russie continue de maintenir son influence dans la région de manière fragmentée, d'autres acteurs tels que la Turquie et la Chine ont réussi à étendre leur territoire. En réponse, le président Biden a manifesté un certain intérêt, bien que limité, pour le renforcement des liens stratégiques avec Erevan. Le premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, a publiquement fait part de son intention d'éloigner l'Arménie de la Russie en raison de la coopération de Poutine avec Bakou. Ces dernières années, la Russie a surtout soutenu les revendications de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh. Le soutien de la Russie à Bakou et ses efforts pour éclipser l'influence de la Turquie dans la région sont l'occasion pour les États-Unis de renforcer leur présence dans le Caucase par l'intermédiaire de l'Arménie, faisant ainsi contrepoids à la fois à la Russie et à la Turquie.

Dans un scénario « bâton et carotte », l'investissement potentiel de l'Amérique en Arménie agirait comme une « carotte », offrant des incitations qui pourraient permettre à l'Arménie de dissoudre rapidement ses liens avec la Russie.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la future administration Trump pourrait être beaucoup plus intéressée par l'Arménie et plus susceptible d'élaborer une stratégie régionale de collaboration avec d'autres partenaires du Caucase partageant les mêmes idées. La France, partenaire transatlantique de l'Amérique, a investi en Arménie depuis 2016 pour contrer la Russie, mais aussi la Turquie, avec laquelle elle partage une rivalité historique, et elle est en concurrence pour l'influence en Méditerranée et en Afrique. Par conséquent, la deuxième administration Trump est susceptible d'invoquer un lien financier ou commercial avec le Caucase ou d'explorer les possibilités d'investissement dans la région. Les relations historiquement tendues entre Trump et Erdogan (Turquie), combinées à l'accueil actif par Ankara des investissements chinois dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route » (BRI), pourraient motiver un changement de la politique américaine en faveur du renforcement des liens avec l'Arménie. Le thème « anti-Chine » de l'administration Trump 2.0 est susceptible de pousser l'Amérique à établir son influence dans la région pour contrer les ambitions de Pékin dans le Caucase, mais aussi en Asie occidentale. Compte tenu de l'influence menacée de l'Amérique au Moyen-Orient (où la Chine a récemment fait de grands progrès), elle pourrait considérer le Caucase comme un nouveau centre d'intérêt

régional essentiel.

Dans un scénario « bâton et carotte », l'investissement potentiel de l'Amérique en Arménie agirait comme une « carotte », offrant des incitations qui pourraient permettre à l'Arménie de dissoudre rapidement ses liens avec la Russie. Les « bâtons », dans ce cas, sont les pressions que l'Arménie subit du fait de son isolement, car elle est entourée de partisans de l'Azerbaïdjan et d'alliés russes, dont beaucoup ne soutiennent pas Erevan. Ainsi, dans un passé récent, l'Arménie a manifesté sa proximité avec l'Occident et les États-Unis. Alors que son voisin, la Géorgie, s'oriente vers une politique pro-Kremlin, le renforcement de l'alliance entre l'Amérique et l'Arménie pourrait être une possibilité, en particulier si l'Arménie s'ouvre aux investissements des États-Unis.

Il est impératif de souligner que si la Russie continue d'exercer une influence dans le Caucase, sa position dans la région sera mise à l'épreuve en raison de sa guerre avec l'Ukraine. Il reste à voir si l'administration Trump a l'envie de capitaliser sur la diminution de l'influence de la Russie et sur les changements géopolitiques croissants dans la région.

AZERBAIJAN

NAM (Nouvelles d'Arménie)

25 décembre 2024

12 survivants sur les 67 passagers du crash de l'avion de l'«

Azerbaijan Airlines », Aliev rentre à Bakou, Pachinian présente ses condoléances aux familles endeuillées

12 personnes ont survécu au crash de l'avion de l'« Azerbaijan Airlines » ce matin, avec 67 personnes à bord qui effectuait le vol Bakou-Grozny. Les blessés dont certains en état grave ont été transportés vers des hôpitaux.

« Au moins 12 personnes ont été sauvées. Ils ont été hospitalisés à l'hôpital régional de Mangistausk », a déclaré à Interfax le quartier général opérationnel établi sur le lieu de l'accident d'avion à Aktau, au Kazakhstan.

Selon les premiers témoignages l'avion de l'« Azerbaijan Airlines » a tenté un atterrissage d'urgence et s'est brisé en plusieurs parties après sa chute, la queue s'est détachée et renversée.

« RIA Novosti » informe également que le président azerbaïdjanais Ilham Aliev revient de Saint-Pétersbourg à Bakou. Il s'est rendu en Russie pour participer au sommet non officiel de la CEI.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a émis un message de condoléance aux familles endeuillées par la catastrophe aérienne.

NAM (Nouvelles d'Arménie)

26 décembre 2024

L'Azerbaïdjan pense qu'un missile russe a causé le crash d'un avion au Kazakhstan, selon des médias

Les autorités azerbaïdjanaises pensent qu'un missile russe a causé le crash d'un avion Azerbaijan Airlines au Kazakhstan mercredi, qui a tué 38 personnes, ont indiqué plusieurs médias internationaux jeudi en citant des sources gouvernementales anonymes de ce pays du Caucase.

Des experts militaires et d'aviation ont affirmé, commentant des impacts visibles sur l'épave de l'appareil Embraer 190, qu'il avait pu être abattu par accident par un système russe de défense antiaérienne lors de son approche de son aéroport de destination.

L'avion, qui s'est finalement écrasé au Kazakhstan, de l'autre côté de la mer Caspienne, liait l'Azerbaïdjan à la république russe de Tchétchénie, où des attaques de drones ukrainiens avaient été rapportées ces dernières semaines.

Mercredi, les autorités russes avaient fait part de frappes de drones dans deux régions voisines de la Tchétchénie, l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie, à des centaines de kilomètres de la ligne de front ukrainienne.

La chaîne internationale Euronews a indiqué qu'un missile sol-air russe avait provoqué le crash, citant des sources gouvernementales azerbaïdjanaises sous couvert d'anonymat.

Le missile aurait été tiré durant « une activité aérienne de drones au-dessus de Grozny », capitale de la Tchétchénie où l'avion devait atterrir, a ajouté le média.

Caliber, un site azerbaïdjanais pro-gouvernemental, a indiqué qu'il s'agissait probablement d'un missile de système de défense antiérienne Pantsir-S, citant là encore des sources gouvernementales.

Le journal américain The New York Times a publié des informations similaires.

Tout comme l'agence de presse officielle turque Anadolu, qui a affirmé que le système de communication de l'avion avait été paralysé par un brouillage électronique utilisé par la Russie.

Le site spécialisé Flightradar24, qui suit les vols, a indiqué que l'appareil avait subi durant son vol « d'importantes interférences GPS ».

Plus tôt jeudi, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, avait assuré qu'il fallait « attendre la fin de l'enquête ».

« Il serait inapproprié d'émettre des hypothèses avant les conclusions de l'enquête. Nous ne le ferons pas et personne ne devrait le faire », a-t-il insisté. Les autorités du Kazakhstan, proche allié de la Russie, ont aussi dénoncé des « spéculations ».

L'agence de l'aviation civile russe (Rosaviatsia) avait indiqué mercredi que l'avion avait percuté une nuée d'oiseaux.

Des experts ont néanmoins mis en doute cette version.

Des impacts d'oiseaux sur la structure, « ça n'empêche pas l'avion de voler », a ainsi indiqué à l'AFP un ancien expert du Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA), sous couvert d'anonymat.

Astana (Kazakhstan), 26 déc 2024 (AFP) -

Nor Haratch

20 décembre 2024

AZERBAÏDJAN - L'accord de paix et les exigences interminables d'Aliev...

Dans une interview accordée à un média russe, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a de nouveau évoqué l'accord de paix, en exposant les exigences de son pays. Celles-ci visent notamment à renoncer mutuellement aux plaintes déposées auprès des instances internationales, à mettre fin à la présence des observateurs étrangers aux frontières, à modifier la Constitution arménienne et à dissoudre le Groupe de Minsk.

Au cours de l'entretien, Aliev a également abordé la question des armements de l'Arménie. « *Malgré toutes les armes que l'Arménie reçoit de l'Occident - la plupart gratuitement ou à crédit -, elle ne pourra pas soutenir la course aux armements que nous menons. Ils (les Arméniens - «NH») ne doivent pas oublier les conséquences de la Seconde Guerre du Karabakh et de l'opération de septembre 2023. Comptant sur le soutien de l'administration Macron et du*

département d'État américain, s'ils envisagent de nouvelles provocations contre nous, ils doivent comprendre qu'en réalité, personne ne les aidera », a déclaré le président azerbaïdjanais.

“300 000 Azerbaïdjanais ont officiellement demandé à retourner en Arménie”

Aliev a également affirmé lors de la même interview qu'environ 300 000 Azerbaïdjanais avaient officiellement demandé aux autorités arméniennes de créer les conditions nécessaires à leur retour et à leur réintégration. Il a précisé qu'il s'agissait des Azerbaïdjanais contraints de quitter l'Arménie dans les années 1980 et 1990.

« Ils ont le droit de revenir. Nous n'avons pas encore reçu de réponse des dirigeants arméniens quant à la manière dont ils envisagent **le retour des Azerbaïdjanais sur leurs terres historiques** », a souligné Aliev.

TURQUIE

Nor Haratch

20 décembre 2024

Erdogan : « La Turquie est plus grande que la Turquie »

“Ceux qui demandent qu'est-ce que la Turquie fait en Libye, en Syrie et en Somalie ne comprennent peut-être pas notre mission”

Le 18 décembre, dans son discours lors de la cérémonie annuelle de remise des prix de l'Institut turc de recherches scientifiques et technologiques, TÜBITAK, le président turc Erdoğan, après avoir évoqué les succès technologiques de son

pays, a également évoqué les derniers développements en Syrie et a déclaré dans son discours :

« Nous avançons pas à pas vers l'objectif d'une Turquie grande et puissante qui n'est plus laissée pour compte, mais qui est le leader de l'époque. Nous marchons fermement, avec des pas sûrs.

Aujourd'hui, nous sommes dans une bien meilleure situation qu'en 2002. La Turquie est plus grande que la Turquie. Nous ne pouvons pas limiter notre horizon national à 782 mille kilomètres carrés. La Turquie ne peut éviter son destin.

Ceux qui demandent qu'est-ce que la Turquie fait en Libye, en Syrie et en Somalie ne comprennent peut-être pas cette mission. Nous en voyons tous les jours mais nous ne bouchons pas les oreilles devant eux. Je les laisse face à leurs propres craintes ceux qui ne se réjouissent pas des succès de la Turquie. En tant que nation, nous ne pouvons pas limiter notre horizon. »

ARMENPRESS

26 décembre 2024

Erdogan: la Turquie suit le processus de normalisation entre Erevan et Bakou

EREVAN, 24 DECEMBER, ARMENPRESS: Le président turc Recep Tayyip Erdogan a discuté de la situation dans le Caucase du Sud et d'autres questions internationales lors d'une conversation téléphonique avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev. Selon le bureau présidentiel turc, les dirigeants ont discuté des relations bilatérales entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, ainsi que des

développements régionaux et mondiaux. M. Erdogan a souligné qu'il suivait de près l'évolution du processus de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie:

« La Turquie espère que la signature d'un traité de paix apportera la stabilité et la prospérité au Caucase du Sud », a déclaré M. Erdogan cité par l'agence TASS.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1208261), original at <https://armenpress.am/fr/article/1208261>

SYRIE

ARMENPRESS

16 décembre 2024

Trump affirme que la Turquie a réalisé «une prise de contrôle inamicale» de la Syrie

EREVAN, 16 DÉCEMBRE, ARMENPRESS : Donald Trump a estimé lundi que la Turquie avait effectué « une prise de contrôle inamicale » de la Syrie, après que des groupes rebelles — dont certains soutenus par Ankara — ont renversé le gouvernement de Bachar al-Assad.

« La Turquie est très intelligente. C'est un gars intelligent, et il est très tenace », a déclaré le futur président américain lors d'une conférence de presse, vraisemblablement en allusion au président turc Recep Tayyip Erdogan, avant d'ajouter:

« La Turquie a fait une prise de contrôle inamicale sans que beaucoup de vies ne soient perdues. Je peux dire qu'Assad était un boucher ».

Published by [Armenpress](#), original at <https://armenpress.am/fr/article/1207614>